

CHAPITRE VIII

Colborne réalisait maintenant toute l'ampleur du désastre qu'avait entraîné sa décision de frapper tôt au cœur du dispositif patriote, avant que les rebelles aient eu le temps de s'armer et de s'organiser. En envoyant des troupes insuffisantes et sans déterminer toutes les informations sur les défenses adverses, il avait exposé ses maigres forces aux caprices de l'histoire. S'il eût seulement remporté une ou deux batailles, à Saint-Charles ou à Saint-Eustache, ou au moins mis la main au collet de Papineau, le soulèvement patriote eut été décapité. On aurait alors crié au génie et vanté sa clairvoyance et son audace en vue de frapper tôt, là où l'ennemi se croyait le plus fort. Dix jours plus tard, voilà qu'il passe pour téméraire et présomptueux, envoyant ses hommes à l'abattoir sans appui logistique ni base de repli. De sorte que, de héros de la guerre d'Espagne il était devenu le fossoyeur de l'Amérique britannique. Colborne n'était pas seul responsable. En octobre, le procureur général de la province, sir Charles Richard Ogden, avait mis Colborne en garde : « Il importe au plus haut point d'écraser ou de paralyser la rébellion avant qu'une nuit de gel précoce rende le fleuve et les routes impraticables [et] coupe toute communication entre les rives nord et sud du Saint-Laurent pour une période indéfinie. Cela donnerait alors aux insurgés le temps de raffiner leurs plans et laisserait les loyaux

sujets d'origine britannique ainsi que les petits détachements isolés de l'armée à la merci d'une paysannerie déchaînée. »

Maintenant que le froid s'abattait sur la province et qu'il ne pouvait plus attendre de renfort avant le printemps, le commandant en chef saisissait l'étendue du désastre. La situation sur le terrain était calamiteuse : les patriotes étaient maintenant maîtres des deux rives du fleuve, tandis que le pouvoir britannique n'était plus guère solide qu'à Québec et à Montréal. Au début de décembre, Colborne n'a plus sous la main que 322 hommes au quartier général de Montréal, soit deux compagnies du 32^e Régiment, cinquante hommes du Royal Montreal Cavalry et 72 réservistes au fort de l'île Sainte-Hélène, ce qui est ridiculement insuffisant pour tenir l'immense district de Montréal, même en temps de paix. En décembre, deux compagnies du 83^e Régiment reçoivent l'ordre de quitter Trois-Rivières pour prêter main-forte à Montréal. Ce seront les derniers renforts que Colborne recevra. Demeurent 110 hommes à Sorel, 24 à Carillon et environ 45 autres dispersés dans des postes moins importants, dont aucun, dans les conditions actuelles, n'est en mesure de tenir jusqu'au printemps. Le plus grave est cependant d'avoir laissé le Haut-Canada totalement dégarni, exposant la province voisine aux attaques des rebelles et des flibustiers américains, sans pouvoir lui porter secours.

Le 28 novembre, le major Ermatinger décrit ainsi la panique qui semble s'emparer de Montréal : « Des rumeurs d'un caractère menaçant maintiennent la ville dans un état constant d'agitation. À un moment donné, on doit nous attaquer par le sud, l'instant d'après, par Pointe-aux-Trembles, et ainsi de suite. Personnellement, je suis d'avis que le Nord se prépare à nous attaquer. » La crainte d'une offensive sur la ville incite les autorités, tant militaires que civiles, à prendre des mesures défensives énergiques. Colborne ordonne qu'on obstrue les principales entrées de la ville, qu'on dispose des miradors pour balayer le

périmètre et qu'on élève de robustes barricades sur les routes secondaires menant à la ville. Le 27 novembre, il peut écrire au gouverneur Gosford que : « Nous sommes en train de mettre la ville de Montréal dans un état qui nous permettra de la défendre contre tous les assauts que les rebelles pourraient lancer contre elle. »

Au milieu de toutes ces mauvaises nouvelles, Colborne peut cependant compter sur les milices mises sur pied par les notables, tous de loyaux sujets remontés contre les Canadiens, mais des civils tout de même, et donc indisciplinés et dénués de formation militaire.

La pratique consistant à intégrer dans l'armée de loyaux sujets britanniques afin de réprimer des troubles n'est pas nouvelle dans l'Empire britannique. La tradition s'est d'abord répandue en Irlande où les volontaires loyalistes n'ont jamais manqué afin de massacrer des catholiques. On retrouve ensuite cette pratique dans les Indes occidentales quand l'armée régulière fait défaut, notamment pour écraser les révoltes d'esclaves. Les quinze mille Britanniques de Montréal offrent à cet égard un vivier presque inépuisable.

Cette phalange anti-patriote regroupe des individus de tout acabit. À côté des bureaucrates collet monté qui vivent aux crochets de la colonie, un aréopage de marchands cupides, âpres au gain et d'abord désireux de se bâtir une fortune familiale en l'espace d'une génération. John Molson, le fils du fondateur de la célèbre brasserie, n'a ni le génie ni l'inventivité de son illustre père. Il est d'abord administrateur de la Molson Line qui monopolise le transport à vapeur sur le fleuve, y compris en sabotant les navires de ses rivaux canadiens-français. Impulsif et violent, John Molson fils avait fait venir une de ses cousines d'Angleterre afin de l'épouser, sauf qu'il la bat et la maltraite si bien que celle-ci – fait rare à l'époque – décide de rompre le mariage et de partir vivre sur la Côte d'Azur, à mille lieues de son tendre époux.

Molson ne s'en plaindra jamais et coula des jours heureux à régulièrement changer de servante.

En 1837, John Molson fils est nommé lieutenant-colonel de milice, le plus haut grade militaire conféré à un civil, ce qui lui donne les coudées franches afin de lever des compagnies de volontaires frémissant à l'idée d'écraser du patriote. Molson est bien sûr membre du select Beaver Club, de l'Association constitutionnelle et du conseil de la Banque de Montréal, autant de lieux où il côtoie d'autres adversaires des patriotes, tels William Forsyth, George Moffat, William McGillivray, de même qu'un certain Peter McGill. Arrivé en Amérique en 1813, appâté par l'héritage de son oncle, maître d'esclaves et fondateur du collège éponyme, McGill achète à vil prix des townships qu'il revend ensuite par parcelles aux immigrants jetés sur nos rivages. Il fonde aussi l'association St-Andrew, une organisation raciste ne comptant que des Écossais de sang, tandis que son acolyte, George Moffat, fonde la St-George's Society, qui ne rassemble que des Anglais de pure race. Qu'on se rassure, il y a aussi une St-David's Society réservée aux Gallois et une Saint-Patrick's Society réservée aux Irlandais protestants.

La coalition anti-patriote compte aussi son lot de chômeurs désœuvrés, de boutiquiers francophobes et de soldats retraités. Tous n'ont guère en commun que leur haine assumée envers les Canadiens. On y retrouve aussi la faune habituelle d'opportunistes et d'avocats rampants en quête de clientèle, de titres et d'émoluments : Hiram Walker, William Gairdner ou John McCord qui fréquentent aussi la Montreal Constitutional Association, le principal club anti-patriote du Bas-Canada. Cette coalition réunit enfin une coterie de journalistes fauchés, toujours prompts à embrasser une cause et à exciter les préjugés, décrivant les Canadiens comme une race de bâtards ignorants et dégénérés : Emery Moir Ferrer, Samuel McCord, de même qu'un certain Adam Thom, tristement célèbre éditorialiste au *Montreal Herald*.

Thom est alors connu pour ses appels incendiaires afin que l'armée sévisse contre les chefs patriotes, « avant qu'eux-mêmes n'érigent la guillotine sur la Place-d'Armes, comme aux heures les plus sombres de la Révolution française. » En janvier 1838, Adam Thom ouvre son éditorial par ces mots. « *I have a dream...* soit qu'au bout de chaque branche de chaque arbre du Mont-Royal, un Canadien soit pendu au bout d'une corde. »

Le gouverneur Archibald Acheson Gosford était réticent à ce qu'on accorde des pouvoirs étendus à ces milices indociles, surtout si les militaires se trouvent en nombre insuffisant pour adéquatement les encadrer, et même si le lieutenant-colonel Molson s'en porte garant.

Réciproquement, les anglophones de Montréal détestent ce gouverneur whig qu'ils jugent onctueux et rampant, cherchant sans cesse à séduire les chefs francophones en les conviant à des bals et à des banquets au château Saint-Louis, puis en leur offrant, d'une main veule et hésitante, des places de magistrats ou aux conseils afin, pense-t-il, d'obtenir la docilité de ces ingrats. Pour les lecteurs du *Montreal Herald*, l'administration de lord Gosford a laissé le discrédit s'installer depuis tant d'années que les institutions britanniques sont devenues parfaitement dysfonctionnelles, pas même en mesure d'exécuter un simple mandat d'arrestation contre le chef rebelle Louis-Joseph Papineau. Au même temps, la minorité anglophone voit bien que la démocratie ne tourne pas pour elle au plan électoral et qu'accorder le droit de vote à la majorité francophone conduit naturellement à confier les leviers du pouvoir à une clique d'avocats opportunistes et, tout juste derrière eux, à des hordes de paysans arriérés et fanatisés. Cela ne doit advenir sous aucun prétexte! Depuis leur défaite électorale de 1834, les Tories de Montréal fourbissent donc leurs armes, se serrant les coudes à s'organiser en milices d'autodéfense : puisque les rebelles gagnent les élections, préparons-nous à faire le grand ménage par

la voie des armes ! British Rifle Corps, British Legion, Doric Club, Loyal Victoria Club, Loyal Volunteers Corps, autant de milices fondées entre 1834 et 1837, pour protéger les intérêts britanniques et infiltrer l'armée afin de s'aboucher avec la hiérarchie militaire. En octobre 1837, ils en sont rendus à offrir leurs loyaux services pour seconder l'armée de Sa Gracieuse Majesté dans ses tâches de maintien de la paix, mais avec la ferme intention en filigrane de réduire une fois pour toutes la menace patriote. Pour lancer ces milices dans la mêlée, le général Colborne a cependant besoin d'une loi martiale, une loi que peut seul décréter le Gouverneur général, Son Excellence Archibald Acheson, 2e comte de Gosford.

Les deux hommes n'ont rien en commun et se détestent copieusement. Gosford est Irlandais, libéral, conciliant, mais faible. Colborne est le fils d'un pasteur ultra-anglican, austère, tory et conservateur dans l'âme, militaire de carrière et partisan en toute chose de la manière forte. Ils ne s'étaient pas revus depuis octobre, quand Colborne avait déménagé son quartier général à Montréal, et ni l'un ni l'autre ne s'en portait plus mal. En pleine crise cependant, le bras civil et le bras militaire n'avaient pas d'autre choix que de collaborer. Conséquemment, s'il n'est pas question pour le général en chef de quitter son poste pour se rendre dans la capitale, il n'est pas plus envisageable que le représentant de la Reine au Canada quitte la Citadelle pour une ville aussi exposée que Montréal, d'autant qu'il est alors cloué au lit par une terrible attaque de goutte. À défaut d'une rencontre formelle avec le gouverneur, Colborne doit donc adresser force requêtes, faisant état de la situation d'insurrection généralisée justifiant selon lui l'application de mesures d'urgence.

Ce n'est finalement que le 6 décembre que la loi martiale est proclamée et que Colborne peut recourir aux pouvoirs étendus qu'elle lui confère, dont celui d'étendre les prérogatives militaires aux milices volontaires, le droit d'arrêter quiconque sur

simple présomption, de recourir à la force sans mandat ni préavis et de suspendre l'*Habeas Corpus*, soit le droit d'incarcérer quiconque sans motif et aussi longtemps qu'il plaira à Sa Majesté.

C'est ainsi que des bandes organisées dont la seule forme de loyauté se résumait à une participation à des bagarres de rue ou à avoir porté un toast à la santé de la Reine furent revêtues des uniformes et des armes de Sa Majesté. À des milices racistes, on accordait des noms pompeux, comme Montreal Light Dragoons, Royal Infantry Corps ou Montreal Loyal Cavalry. C'était maintenant entre de telles mains que le gouvernement colonial confiait la sécurité de Montréal, avec un résultat qu'on pouvait presque prédire.

Les milices volontaires se voient confier la tâche d'assurer l'ordre, tandis que l'armée régulière reste en réserve pour d'éventuelles opérations hors des murs. Chaque compagnie se voit attribuer la surveillance d'un des huit quartiers de Montréal. Les quartiers les plus turbulents étant aussi les plus pauvres et également peuplés de Canadiens, ils furent donc soumis à une surveillance particulièrement étroite.

Avant même la proclamation du 6 décembre, le couvre-feu avait été imposé partout dans la cité. Les perquisitions visaient quiconque était soupçonné d'informer ou d'abriter des rebelles. Chaque domicile pouvait être soumis à une fouille complète sans mandat. Quant à ceux qui refusaient d'obtempérer, ils s'exposent à des peines d'emprisonnement et à ce que leurs biens soient confisqués. Les mandats d'arrêt du 16 novembre n'avaient guère permis d'arrêter qu'une dizaine de chefs ; ceux emprisonnés par la suite sont surtout des journaliers polémistes, des Fils de la Liberté ou des parents de patriotes recherchés. Les rafles se déroulaient à toute heure du jour ou de la nuit et visaient surtout à intimider et à terroriser la population francophone. C'est que la tension était grande du côté britannique. Montréal est d'abord cernée à l'est par les patriotes de Pointe-aux-Trembles, à l'ouest

par ceux de Vaudreuil, au nord par ceux de Saint-Eustache et de Terrebonne qui campent sur la Côte-Vertu, et par la rive sud par les factions Mailhot et Viger : du quai de la douane, on apercevait même le drapeau tricolore, vert, blanc et rouge qui faseye à Longueuil en haut d'un arbre de mai. Montréal maintient tout de même un lien avec Québec par le fleuve, mais il risque d'être rompu à tout instant par un gel précoce. Chaque jour, des patriotes entrent et sortent discrètement de la ville pour y cacher des armes, écrire aux murs des slogans politiques et inciter la population à se soulever.

Dans ce contexte, les milices de McGill sont peu à peu gagnées par la frustration et la colère. Les journaux tories invitent d'urgence les milices à passer à l'action avant que les révolutionnaires viennent égorger leur femme et leurs enfants durant leur sommeil.

Quand Édouard Mailhot avait fui Montréal en novembre pour voler au secours de Saint-Charles, Marion Bergevin se souvient avoir énormément craint pour la vie de son fiancé, traqué par l'armée et si loin des siens. Depuis une semaine cependant, c'est davantage pour sa propre sécurité qu'elle tremblait, tant la situation à Montréal s'était dégradée. Hier, un homme qui résistait à son interpellation a été battu et laissé pour mort, baignant dans son sang mêlé à de la boue. De jour comme de nuit, ce n'est plus que bruit de portes défoncées et cris de détresse, surtout dans le faubourg Sainte-Marie, le plus soulevé de tous et que ratissent sans cesse les milices anglaises. Des baraquements de la rue Berri jusqu'à la brasserie des Molson, entre la rivière Saint-Antoine et le fleuve, au milieu des immondices vitrifiées dans la glace, s'entassent pêle-mêle des taudis sillonnés de rues étroites qui portent des noms glorieux comme Amherst, Wolfe, Montcalm et Panet. C'est là que Marion avait grandi, dans la maison voisine de celle où avait séjourné le jeune Édouard-Talentin. La vie était

rude dans ce faubourg insalubre, privé d'eau potable et exposé aux inondations et aux épidémies. La plupart y travaillent comme journaliers pour des patrons anglais qui les emploient contre un salaire de misère à décharger un bateau, creuser un puits ou débarquer de l'orge pour la brasserie. Le coin grouille littéralement de patriotes, à un jet de pierre du quartier général de Colborne, au pied du plus gros quai de passagers de la ville et sur la route de Pointe-aux-Trembles, d'où les Anglais craignent chaque jour voir surgir des hordes de rebelles.

Marion Bergevin écrira plus tard :

« Pour aider ma famille, je tricotais des chaussettes pour le compte des Sœurs grises. Depuis des jours, je demeure cependant cloîtrée chez nous de peur d'être interpellée par les milices. De toute façon, le marché était désert et chacun commençait à manquer tant de nourriture que de bois de chauffage. La tension atteint son comble le samedi soir 16 janvier, quand un coup de feu, puis deux détonnent soudain dans la nuit. On entend ensuite crier des ordres en anglais, puis une clameur monter. Le calme semble revenu quand de grands halos de lumière viennent ensuite déchirer l'obscurité le long de la rue Sainte-Marie. Par la fenêtre, je vois les torches danser et des miliciens cogner aux portes sans ménagement pour extirper tous les résidents, malgré la nuit et en dépit du froid de canard. Tout en me disant que notre tour viendra d'une minute à l'autre, je sursaute néanmoins en entendant brusquement cogner à la porte d'en bas. Toute la famille est déjà dans la cuisine, aussi énervée que moi, m'intimant de me revêtir en vitesse d'un manteau avant d'être forcée à sortir dehors en jaquette. Ça crie et ça se bouscule dans l'escalier. Dehors l'air est vif et sec, cependant que les torches illuminent la nuit comme en plein jour. Chaque maison est systématiquement évacuée et fouillée, tandis que les habitants doivent rester debout dans la neige, souvent pieds nus, le visage face au mur. Devant moi, un jeune homme a la face en sang, plaqué dans la neige à se

faire rosser de coups par quatre miliciens. Tout le monde est méthodiquement fouillé, en particulier les jeunes femmes, de la poitrine à l'entrejambe. Cela fait, nous sommes séparés en deux groupes, tel du bétail : les femmes et les enfants d'un bord et les hommes de l'autre. Entre femmes, ça discute ferme au milieu des cris et des sanglots. Apparemment qu'un milicien a été abattu, mort ou blessé, on l'ignore. Ça serait arrivé au coin de Wolfe, dit l'une, mais on ne sait pas d'où le coup est parti. Les miliciens de Molson ont aussitôt appelé ceux de McGill en renforts : ils doivent à présent être une centaine à s'agiter et à courir en tous sens. Les hommes sont conduits un à un, sans doute pour être interrogés ou battus. Quant aux femmes, nous restons plantées au milieu de la rue par groupes d'environ vingt-cinq. Ça s'éternise et les Anglais semblent s'impatienter. Bientôt, les hommes qui nous surveillent se concertent, puis ils interpellent un groupe de vieilles femmes à qui ils confient la dizaine d'enfants qui étaient avec nous. Ils nous ordonnent ensuite de nous mettre en marche vers l'est, jusqu'à une sorte d'écurie, sans doute pour nous réchauffer. L'endroit est sale, abandonné et surtout aussi glacial que dehors. Une fois que nous sommes toutes entrées, une sentinelle bloque l'entrée, puis reste dehors comme pour monter la garde, pendant que les autres nous plaquent au sol au beau milieu de la place. Nous sommes une douzaine de femmes et de jeunes filles, transies et à peine vêtues. Ils sont six hommes qui parlent anglais entre eux. Quand on en voit un sortir une bouteille de rhum, puis qu'on les voit se la passer à tour de rôle, chacune comprend d'instinct de quoi il retourne. L'une d'entre nous se lève aussitôt pour se ruer vers la porte, mais elle est immédiatement terrassée par un violent coup de crosse au visage. Les hommes rient et se taquinent quand l'un d'eux saisit soudainement par le bras la petite Bordeleau, qui se met à crier et à se débattre. Depuis qu'on était rentré qu'elle chialait à chaudes larmes. La pauvre petite a à peine quinze ans et n'avait pas com-

pris que ses pleurs attiraient l'attention, dérangeant ou excitant ces messieurs. Va t'en savoir. Un type l'agrippe alors solidement par les cheveux et la tire sans ménagement vers le fond de l'écurie, dans un enclos à cheval vaguement couvert de paille, où il entreprend de lui arracher ses vêtements. Nous sommes terrorisées. Les autres types semblent nerveux et, tout en tournant le dos à l'horrible agression, sans doute pour masquer leur honte, ils nous dévisagent de leur regard mauvais. À aucun moment, ils ne nous quittent des yeux, pas même pour empoigner la bouteille, la tendre à leurs lèvres humides et en boire une rasade puis s'essuyer du revers de la manche en éructant.

S'écoulent ensuite des secondes qui deviennent des minutes et qui paraissent des heures. L'atmosphère est pesante : l'instant le plus pénible de toute ma vie. Pas tant à cause du danger d'être violée et battue par ces brutes, que parce que je me trouvais dépourvue du moindre courage : ma force, ma confiance, mon aplomb, tout cela était comme coincé en mon for intérieur, me laissant comme paralysée. La seule plainte que j'arrivais à exprimer, la voix éteinte, à peine audible et aux portes de l'asphyxie était pour appeler à l'aide. Viens à mon secours, Talentin Mailhot. Pourquoi m'as-tu abandonné ? Où es-tu en ce moment même ? Parti à l'aventure, le cœur léger, pensant te faire pardonner en me demandant de t'oublier ? J'aurais tout donné pour le voir surgir à cet instant et interrompre ce cauchemar. Car réagir, crier ou même bouger, j'en étais incapable, grelottante et convulsive, autant de froid que de frayer.

Soudain, du dehors crépitent des coups de feu : au moins cinq. La vigile qui monte la garde devant l'écurie se montre alors la tête en intimant aux autres de sortir immédiatement et autre chose que je ne compris pas.

Nos agresseurs s'activent sans délai à tout ramasser et à bou-tonner leur uniforme, nous ordonnant de rester là où nous sommes. Ils sortent ensuite en trombe, puis ils bloquent la sortie